

Les révisions de la Constitution de 1958

Numéro 11 - Vendredi 7 mars 2025

La France est actuellement régie par la Constitution du 4 octobre 1958. Ce texte fondateur de la Ve République n'est pas gravé dans le marbre. Depuis 1958, la Constitution a déjà été modifiée plus d'une vingtaine de fois. Elle évolue au fil du temps pour s'adapter aux transformations de la société et aux enjeux contemporains. Retour sur les grandes réformes constitutionnelles.

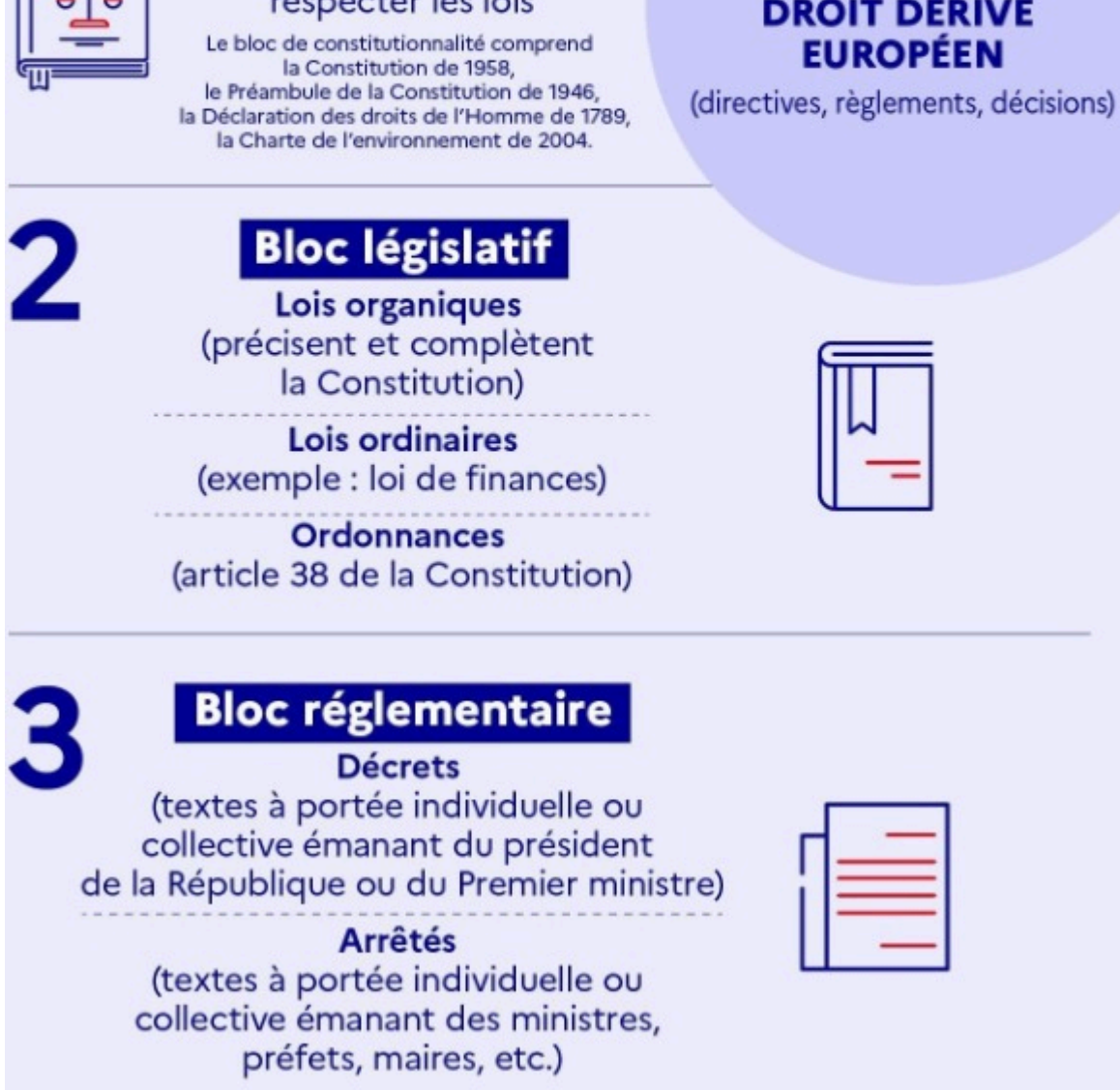
Pourquoi on en parle ?

Il y a un an, le 8 mars 2024, était promulguée la [loi constitutionnelle](#) relative à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse. C'était aussi la 25^e fois que la Constitution de la Ve République était révisée depuis 1958.

La Constitution, norme suprême

Une [Constitution](#) définit les institutions de l'État et organise leurs relations. Dans un État de droit, la Constitution se situe au sommet de la hiérarchie des normes internes. Cela signifie, par exemple, que **les lois doivent respecter la Constitution**. De la Constitution découle l'ordre juridique interne. C'est pourquoi les modalités de révision de la Constitution sont contraignantes et différentes de la procédure législative ordinaire. Toutes les constitutions peuvent être théoriquement modifiées pour faire face aux circonstances, aux évolutions des rapports de force et de la société.

La hiérarchie des normes



Rigide, vraiment ?

La Constitution de 1958 est dite rigide car sa révision exige une procédure distincte de l'adoption des lois ordinaires. Malgré cette rigidité, elle a été **révisée 25 fois**. À titre de comparaison, la Constitution des États-Unis n'a jamais été révisée depuis 1787.

108

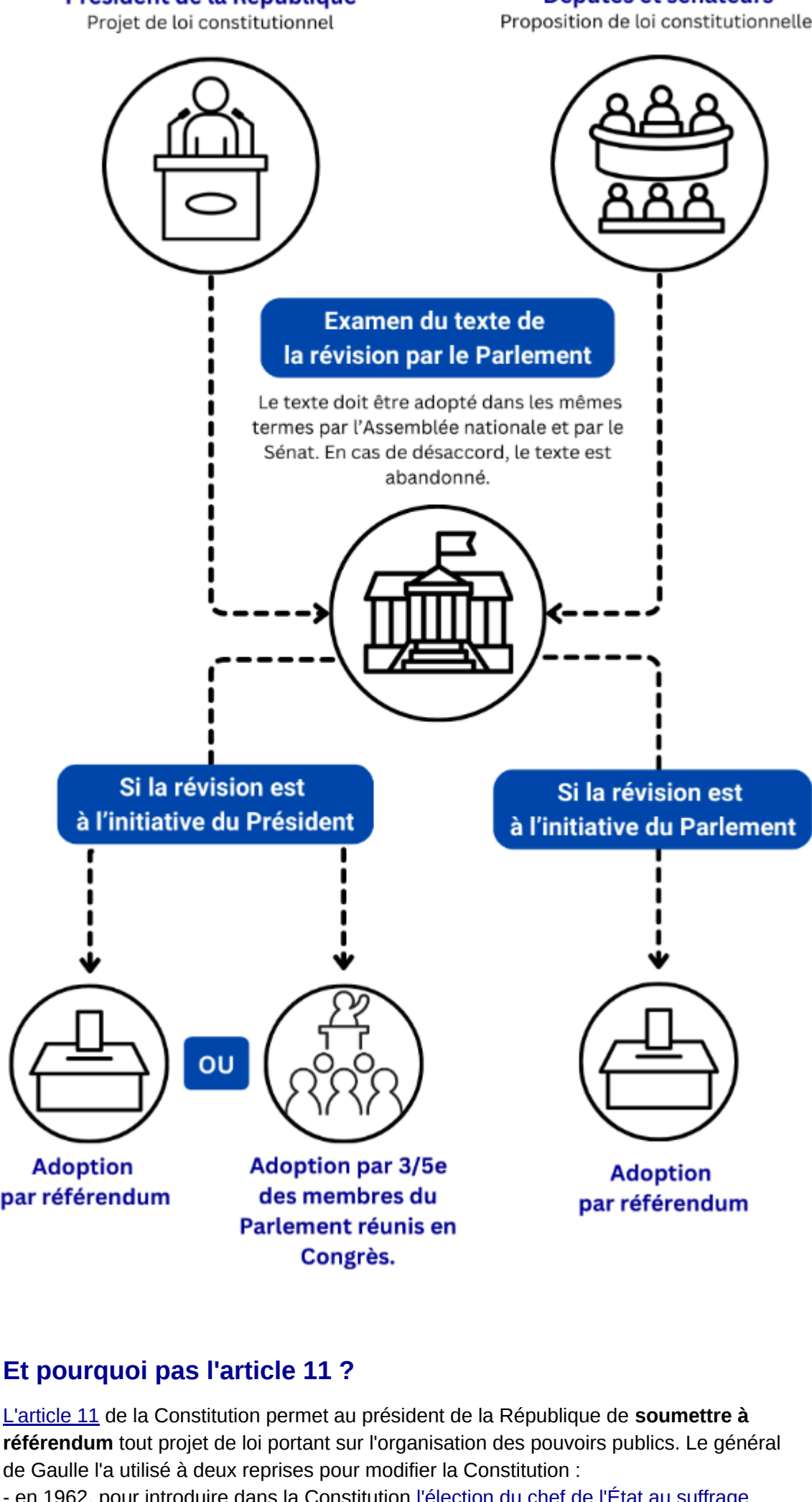
LE CHIFFRE CLÉ

C'est le nombre d'articles que contient la Constitution. Ces articles sont organisés en 16 titres. La Constitution comprend également un Préambule. Le texte promulgué le 4 octobre 1958 comptait 92 articles.

Révision constitutionnelle, mode d'emploi

La procédure de révision de la Constitution est définie à [l'article 89](#) de la Constitution. L'initiative revient soit au **président de la République** (sur proposition du Premier ministre), soit aux **membres du Parlement**. Le texte doit être adopté dans les mêmes termes par l'Assemblée nationale et par le Sénat. Puis, il doit encore être ratifié. Si la révision est à l'initiative du Parlement, elle doit être approuvée par [référendum](#). Si elle est lancée par le président de la République, elle peut être approuvée par référendum ou par 3/5e des membres du Parlement réunis en Congrès. La forme républicaine du gouvernement ne peut être remise en cause. Une révision de la Constitution ne peut avoir lieu dans certains cas (atteinte à l'intégrité du territoire, intérim du président de la République, application de [l'article 16](#)).

La procédure de révision de la Constitution



Et pourquoi pas l'article 11 ?

[L'article 11](#) de la Constitution permet au président de la République de **soumettre à référendum** tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Le général de Gaulle l'a utilisé à deux reprises pour modifier la Constitution :

- en 1962, pour introduire dans la Constitution [l'élection du chef de l'État au suffrage universel direct](#) ;

- en 1969, pour **la réforme du Sénat et la régionalisation** (la réforme a été rejetée).

Pour le chef de l'État, cette procédure permet de contourner une éventuelle opposition des assemblées parlementaires, dont l'accord est obligatoire dans le cadre défini par l'article 89. La conformité à la Constitution de l'usage de l'article 11 pour une révision constitutionnelle n'est pas établie de façon unanime. Ce mode de révision n'a plus été employé depuis 1969.

Des révisions pour quoi faire ?

Depuis 1958, [25 révisions constitutionnelles](#) ont été adoptées, dont la plupart à partir des années 1990. Certaines ont profondément modifié le texte de 1958 et ont eu des répercussions importantes sur le fonctionnement des institutions et la vie politique. D'autres ont accompagné la construction européenne et le mouvement de décentralisation ou encore l'évolution de la société.

Des révisions pour modifier le fonctionnement des institutions

Élection du président de la République au suffrage universel direct, mode de saisine du Conseil constitutionnel, champ du référendum législatif, [quinquennat](#), pouvoirs du Parlement... Les [institutions](#) ont été profondément modifiées depuis 1958. Si dès 1958, la Constitution organise un **parlementarisme rationalisé** dans lequel le gouvernement dispose de nombreux outils pour encadrer l'action du Parlement, le référendum de 1962 tend à modifier l'équilibre des différents pouvoirs en consacrant la **prééminence du président de la République**. La [révision constitutionnelle de 2008](#) tend, à l'inverse, à corriger ce déséquilibre en reconnaissant de nouvelles prérogatives au Parlement (maîtrise d'une partie de son ordre du jour, limite au recours à [l'article 49.3](#)...).

Des révisions pour accompagner la construction européenne

La Constitution a été **révisée six fois** pour tenir compte des apports de traités ou accords européens : traité de Maastricht, d'Amsterdam ou de Lisbonne, accords de Schengen... Ces révisions liées à la [construction européenne](#) ont, par exemple, permis le vote des ressortissants européens aux élections municipales ou rendu obligatoire l'organisation d'un référendum pour approuver l'adhésion d'un nouvel Etat à l'Union européenne.

LES MOTS DANS L'ACTU

Scellement

La cérémonie de scellement consiste à apposer le sceau de la République sur un texte de loi. La cérémonie de scellement est un événement solennel qui donne aux textes juridiques considérés comme particulièrement importants une portée symbolique forte. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce sont généralement la Constitution ou les lois constitutionnelles qui font l'objet d'un scellement.

Armoire de fer

Les lois constitutionnelles qui ont été scellées sont ensuite conservées dans l'armoire de fer des Archives nationales. Ce coffre-fort a été fabriqué sur ordre de l'Assemblée constituante du 30 novembre 1790 pour abriter les planches et timbres employés dans la fabrication des assignats (papier-monnaie), puis l'acte constitutionnel et les minutes des lois et décrets révolutionnaires.

Des révisions plus sociétales

Cinq révisions ont été motivées par la volonté d'adapter la Constitution aux [évolutions de la société](#) et à la reconnaissance de nouveaux droits : [parité politique](#), reconnaissance de la Cour pénale internationale, Charte de l'environnement, interdiction de la [peine de mort](#), liberté pour les femmes de recourir à [l'IVG](#).

Constitution et collectivités territoriales

La révision constitutionnelle de 2003 consacre, dans [l'article 1er](#) de la Constitution, l'organisation décentralisée de la République. La [loi constitutionnelle de 2003](#) reconnaît, en outre, l'**autonomie financière des collectivités** ainsi que leur droit à l'expérimentation. Une révision constitutionnelle a également été conduite pour mettre en œuvre l'accord de Nouméa sur la [Nouvelle-Calédonie](#).

Les projets tombés aux oubliettes

Tous les projets de révision de la Constitution ne sont pas parvenus à leur terme. Le projet défendu par le général de Gaulle de réforme du Sénat en 1969 a été rejeté par référendum. D'autres projets ont été suspendus. Le projet de loi constitutionnelle de protection de la nation présenté après les attentats de 2015 prévoit notamment la **déchéance de nationalité** pour les binationaux nés Français. En mars 2016, le président de la République François Hollande renonce finalement à convoquer le Congrès. Après son élection en 2017, Emmanuel Macron entend réformer les institutions. Un [premier projet](#) est présenté en 2018 puis il est remplacé, en 2019, par un [nouveau projet de loi constitutionnelle](#) pour tenir compte des **demandes de participation et de proximité exprimées par les citoyens** lors du Grand débat national, consécutif au mouvement des "Gilets jaunes". Ce projet de révision n'a jamais été discuté au Parlement.



L'extrait de la Doc'

La Constitution de 1958 à nos jours

La Constitution de 1958 n'a pas subi d'importantes modifications textuelles pour intégrer de nouvelles valeurs républicaines [...] Cette stabilité du texte de la Constitution n'empêche pas l'adaptation et l'actualisation des principes qui y sont mentionnés. Car la Constitution, est, sous la Ve République, interprétée par le Conseil constitutionnel qui l'enrichit par sa jurisprudence.

[Découvrez le catalogue](#)

Vous pouvez consulter les lettres thématiques déjà publiées sur notre site www.vie-publique.fr

POUR EN SAVOIR +

PODCAST



Pour tout savoir sur :

La Constitution

Comment révisé-t-on la Constitution ?

[Écouter le podcast](#)

Sondage

Êtes-vous abonnés à nos réseaux sociaux ?



Linkedin



Instagram



Youtube



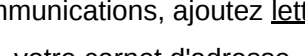
Facebook



X

[Terminer](#)

Retrouvez nous sur les réseaux sociaux



Vous recevez cet email car vous êtes abonné à la newsletter L'essentiel de Vie publique.
[Se désabonner](#) [Gérer mes abonnements](#)

Pour être sûr de recevoir nos communications, ajoutez lettres@information.dila.gouv.fr dans votre carnet d'adresse.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, [contactez-nous](#).